

Vers l'actualisation du SMIG (page 3)



Il a été suggéré que le SMIG passe de 160 FBu à 9000 FBu par jour dans les villes de Bujumbura et Gitega et de 105 FBu à 6000 FBu par jour à l'intérieur du pays.

TRANSPORT ENVIRONNEMENT GENRE



Réorganisation des arrêts bus à Mugere

Soulagement pour certains, galère pour d'autres (page 2)



Commune Mugere

Quand les jeunes font fleurir la salubrité (page 3)



Femmes des Grands Lacs

Des artisanes discrètes, mais indispensables pour la paix (page 5)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

Editorial

Pénurie du carburant, la population fatiguée



Jean Marie Vianney Niyongabo,
Journaliste.

Se déplacer dans la ville de Bujumbura et dans les autres coins du pays

devient de plus en plus intenable suite au manque de carburant. Le matin comme le soir, de longs fils de citoyens qui attendent les bus s'observent dans tous les coins de la capitale économique.

La majorité des habitants de la capitale économique commencent même à s'adapter à cette situation. Ils sont obligés de se déplacer à pied (kuhatera irege) pour rentrer chez eux ou se présenter au travail.

Ils sont fatigués de cette situation. Ils font la queue dans la rue soit sous la pluie ou sous un soleil de plomb. Ils ne voient pas à quel saint se vouer, car cette situation se complique du jour au jour.

Les conséquences sont légion. Des retards au travail, à l'école, etc sont enregistrés. La spéculation dans la fixation du ticket de transport prend une grande ampleur. Les transporteurs fixent le ticket comme ils veulent. Du simple au double. Parfois même au triple.

La fraude dans la commercialisation du carburant s'intensifie. A titre illustratif, le prix d'un litre et demi d'essence ou de mazout (igikinju) varie. Il peut s'acheter même à plus de 30 000 FBu.

Il s'ensuit l'inflation. Suite au manque de carburant, le coût de transport devient élevé. Ce qui fait que le coût des produits et

des services devient cher.

Face à cette situation, le gouvernement ne devrait pas croiser les bras. Il devrait prendre toutes les mesures possibles imaginables pour que le carburant soit disponible, car c'est un élément indispensable pour améliorer les conditions de vie de la population et l'économie du pays.

Dans les pays voisins, certaines mesures ont été prises pour gérer les conséquences liées de la pénurie du carburant depuis la fermeture du détroit d'Ormuz suite à la crise qui secoue le Moyen Orient.

Le Rwanda, la Tanzanie, le Kenya

et l'Ouganda ont revu à la hausse le prix du carburant à la pompe. Les populations sont demandées de se déplacer dans les bus de transport en commun et de réduire les déplacements jugés inutiles.

La Tanzanie a même réduit l'effectif des véhicules qui forment le convoi du Président de la République pour diminuer les dépenses en termes de carburant.

Le gouvernement du Burundi devrait également prendre des mesures allant dans le sens d'alléger les souffrances de la population.

TRANSPORT

Réorganisation des arrêts bus à Mugere

Soulagement pour certains, galère pour d'autres

A partir du 8 mai 2026, les arrêts bus desservant les quartiers de la commune Mugere ont été placés respectivement aux marchés de Musaga, Kanyosha, Ruziba et Kinindo. Cette mesure a suscité des réactions partagées. Pour certains, elle aggrave un problème de déplacements déjà insoluble depuis quelque temps, tandis que pour l'administration, elle vise à réduire la fatigue des habitants.

Dans la matinée du 13 mai 2026, sur la route nationale numéro 3, que ce soit près du petit séminaire de Kanyosha, à la première avenue de Kanyosha, à la sixième avenue de la même zone, à Nyabugete que ce soit « Kurya Olympique » ou « Kwa Gaparata », les files d'attente habituelles avaient disparu. Pourtant, de nombreuses personnes y attendaient toujours un moyen de transport.

Certains d'entre eux disent avoir entendu parler de la réorganisation des arrêts bus, mais jugent la mesure impraticable. Sur la première avenue de Kanyosha, les habitants expliquent qu'il est incompréhensible d'être obligés de payer une moto au minimum 2000 FBu pour rejoindre le marché de Kanyosha afin d'y faire la queue pour un bus. Ils préfèrent donc rester sur place où ils peuvent espérer trouver des lifts, car les bus quittent déjà les nouveaux arrêts bus bondés.

Les plaintes sont les mêmes pour les habitants de Musaga. Sur ce tronçon, il y avait auparavant des arrêts bus



Adélaïde Hatangayo, administratrice de la commune Mugere : « Nous voulons protéger les habitants de notre commune des accidents et leur permettre de mener leurs activités en toute liberté ».

à l'endroit communément appelé Dolone, à la 12^e avenue de Kinanira, près de la zone Musaga, à la 2^e avenue de Musaga, à la 1^{ère} avenue de Musaga et à la bifurcation de la route menant à Gasekebuye. Aujourd'hui, l'arrêt bus est au marché de Musaga. Un habitant de Musaga rencontré à la première avenue estime lui aussi que la mesure est injuste. Selon lui, un seul arrêt bus se trouvant au marché de Musaga pour un quartier aussi vaste est insignifiant : « A partir d'ici, il est plus facile d'aller en ville à pied que d'aller faire la queue au marché de Musaga », affirme-t-il.

Des regards controversés

Pour l'Association des Transporteurs du Burundi (ATRABU), ils n'ont pas été consultés. Ils disent avoir simplement vu les employés de la commune Mugere appliquer la mesure aux anciens arrêts bus. Ils estiment que les autorités auraient dû convoquer toutes les parties concernées afin de prendre une décision qui facilite la vie de tout le

monde. Selon eux, les conséquences se font déjà sentir : plusieurs conducteurs de bus ont choisi de travailler ailleurs là où c'est moins compliqué, rendant le transport encore plus compliqué pour les habitants de Mugere.

Pour Adélaïde Hatangayo, administratrice de la commune Mugere, cette réorganisation vise plutôt à résoudre le problème de la fatigue des habitants. Elle explique que les doléances de la population concernaient surtout les commerçants qui, après avoir acheté des marchandises, devaient les transporter péniblement vers les marchés. Elle considère que le retour des arrêts bus aux marchés comme avant permettra aux commerçants de se reposer.

Elle ajoute que cette nouvelle organisation réduira les accidents et les embouteillages causés par les files d'attente qui se formaient sur des routes fréquentées par des motos et des voitures. « Nous voulons protéger les habitants de

notre commune des accidents et leur permettre de mener leurs activités en toute liberté », précise-t-elle. Concernant les lamentations, elle considère qu'elles sont inévitables lors de tout changement. Selon elle, certains individus avaient des intérêts personnels liés aux anciens arrêts et sont donc les plus mécontents. « Nous cherchons l'intérêt de tous et non celui d'une

seule personne », insiste-t-elle. Elle annonce également que d'autres arrêts bus seront bientôt aménagés. Des points comme le petit séminaire de Kanyosha et Nyabugete seront réorganisés afin de faciliter les habitants de ces zones.

Florence Inyabuntu

BurundiEco
Media - Part - Station

C.d'Uvira, Immeuble Hope Design

Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi

Rédacteur en chef :
Mélance Maniragaba

Service commercial :
+257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 15 Mai 2026

Sources : BRB/www.brb.bi

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2965	3013
Euro	3453	3509
Shi. Kenyan	22.9469	23.3170
Shi. Tanzanien	1.1428	1.1612
Shi. Ougandais	0.7927	0.8055
Fr Rwandais	2.0242	2.0568

Quand la hausse du SMIG à elle seule ne suffit pas

Le gouvernement du Burundi compte revoir à la hausse le Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG). On a recommandé qu'il passe de 105 FBu à 6000 FBu par jour dans les zones rurales et de 160 FBu à 9000 FBu par jour dans les villes de Bujumbura et Gitega. La Fédération nationale des syndicats du secteur de l'enseignement et de l'éducation du Burundi (Fnaseeb) s'en réjouit. Pourtant, il demande aussi la hausse des salaires des fonctionnaires.



Arcade Nimubona qui représente la commission nationale de la protection sociale : « l'actualisation du SMIG a été faite car le code du travail dans son article 186 indique que le SMIG doit être actualisé tous les quatre ans tout en tenant compte de la fluctuation des prix sur le marché et de l'économie du pays ».

Dans une réunion organisée le 13 mai 2026 par le ministère en charge de l'emploi, il a été précisé que le gouvernement compte actualiser le Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG).

Pour le moment, il a été suggéré qu'il passe de 160 FBu à 9000 FBu par jour dans les villes de Bujumbura et Gitega et de 105 FBu à 6000 FBu par jour à l'intérieur du pays.

Il est fixé à 8000 FBu par jour dans les villes de Ngozi et Rumonge et à 7000 FBu dans les autres villes.

Selon Arcade Nimubona qui représente la commission nationale de la protection sociale, cela a été

fait car le code du travail dans son article 186 indique que le SMIG doit être actualisé tous les quatre ans tout en tenant compte de la fluctuation des prix sur le marché et de l'économie du pays.

Le SMIG actuel vieux de 38 ans

Il a fait remarquer que l'actuel SMIG

date de 1988. Il est fixé à 105 FBu à l'intérieur du pays et à 160 FBu dans les villes.

Antoine Manuma, président de la Fnaseeb se réjouit du fait que l'Etat a pensé à l'actualisation du SMIG, car le coût de la vie devient de plus en plus élevé.

Pourtant, il indique que ces chiffres

ne riment pas avec les réalités du moment. Il donne l'exemple de la rémunération journalière de certains employés. Un journalier qui passe 6 h chez son voisin pour cultiver dans les champs est payé entre 8000 FBu et 10 000 FBu par jour. Ça dépend des régions et des saisons.

Le pire s'observe chez les maçons et

les aides maçons, car ces derniers sont payés respectivement à plus de 30 000 FBu et 15 000 FBu.

A cela s'ajoute la cherté des prix des produits de première nécessité, des loyers, des soins de santé, etc.

Selon Manuma, si l'Etat augmente le SMIG, cela veut dire que même la rémunération de ceux qui travaillent dans les ménages doit être revue à la hausse au même niveau.

Les habitants de la ville de Bujumbura contactés indiquent que la hausse du SMIG ne suffit pas. Ils demandent la maîtrise de la forte inflation qui s'observe actuellement.

La hausse des salaires des fonctionnaires, une nécessité

Manuma demande alors au gouvernement de revoir à la hausse les salaires des fonctionnaires pour qu'ils soient indexés au coût de la vie.

Notons que le SMIG est le salaire minimum légal applicable à tous les secteurs d'activité au Burundi. Il s'agit du revenu minimum que tout employeur doit verser à ses salariés, quel que soit le secteur d'activité.

Jean Marie Vianney Niyongabo

ENVIRONNEMENT

Commune Mugere

Quand les jeunes font fleurir la salubrité

Dans la commune de Mugere, un dépotoir communal devient une ressource. Des jeunes trient plastiques et matières organiques pour les valoriser. Les plastiques serviront à fabriquer les pavés et les briques, les biodégradables seront utilisés comme fumure. Une initiative qui crée de l'emploi, assainit la commune et protège l'environnement.

Dans la zone Ramba, colline Gakungwe de la commune Mugere, au bas de la route nationale numéro 3, un dépotoir attire l'attention dans une vaste parcelle appartenant à la commune. Là, des tas de déchets ménagers de toutes sortes, plastiques, biodégradables, objets divers sont éparpillés. Des jeunes, munis de houes et de râpeaux, s'affairent à trier méthodiquement : les plastiques et autres objets non biodégradables d'un côté, les biodégradables de l'autre. Plusieurs sacs étaient déjà remplis de ces matières organiques avant notre arrivée. Pour donner du rythme à leur travail, ils entonnaient des chansons exprimant que seuls ceux qui travaillent dur pourront bientôt se nourrir.

L'administrateur communal de Mugere, Mme Adélaïde Hatangayo, explique que lors des activités de salubrité menées dans toutes les zones de cette commune, un problème sérieux a été constaté. « Nous avons visité les marchés et constaté que leurs dépotoirs étaient saturés, car ceux qui assuraient auparavant leur vidange vers le dépotoir de Buterere s'étaient désistés, faute de moyens de déplacement », dit-elle. La



« Désormais, nous n'appelons plus cela des déchets, mais du blé, car cela nous nourrit ».

commune, elle aussi, ne disposait pas de ressources nécessaires pour transporter ces déchets jusqu'à Buterere. « Nous avons compris que cela nécessiterait beaucoup de moyens. Nous avons donc utilisé les ressources disponibles pour commencer à vider les marchés vers ce terrain communal », ajoute-t-elle.

De la saleté à la prospérité

Dans un premier temps, ces déchets ont été triés et utilisés pour fertiliser les champs communaux. Mais la quantité produite de déchets par les marchés dépassait les capacités

utilisées par la commune et le reste de ces déchets posait des problèmes environnementaux. C'est alors que les jeunes du club de salubrité composé de 145 membres ont demandé l'autorisation de séparer les déchets : matières organiques d'un côté, plastiques de l'autre. Leur projet est ambitieux : commercialiser la matière organique comme fumure et transformer les plastiques en pavés, carreaux et briques.

« Désormais, nous n'appelons plus cela des déchets, mais du blé, car cela nous nourrit », déclare Claudine

Hatungimana, responsable du club. L'initiative a été lancée en janvier 2026. « Nous avons réfléchi à la manière de contribuer à la propreté de notre commune et trouvé un expert pour nous aider à transformer ces déchets en matériaux de construction », se réjouit-elle. Elle témoigne que ce travail leur permet déjà de gagner un peu d'argent. Pour les matières premières, elle ne s'inquiète pas : « L'administrateur nous a autorisés à extraire du sable des rivières de Mugere, et les plastiques, nous les collectons ici ou dans les autres points de collecte. » Elle estime que

la production de ces matériaux de construction commencera dans deux semaines et appelle les sociétés qui avaient cessé de collecter les déchets ménagers à les amener dans ce dépotoir pour qu'ils soient valorisés.

L'administrateur communal se félicite de cette initiative des jeunes qui contribue à réduire le chômage, à améliorer la salubrité et à protéger l'environnement.

Florence Inyabuntu

EACOA 2026

Le développement de la profession comptable à l'honneur

Plus de 1000 invités ont participé au 5^{ème} Congrès des Professionnels Comptables de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EACOA 2026) qui a eu lieu au Burundi du 22 au 24 avril 2026. L'OPC du Burundi a adressé ses remerciements à ses confrères de la communauté de l'Afrique de l'Est qui ont placé leur confiance en lui en lui confiant la grande responsabilité d'organiser ce congrès. Prosper Bazombanza, Vice-Président de la République du Burundi demande aux professionnels comptables d'user toujours de la transparence, du professionnalisme et de la vérité dans l'accomplissement de leur métier



Frédéric Gahungu, président de l'OPC Burundi : « les professionnels comptables sont devenus des conseillers stratégiques, des copilotes de la croissance et des garants de la confiance économique ».

Les cérémonies d'ouverture du 5^{ème} Congrès des Professionnels Comptables de la Communauté de l'Afrique de l'Est ont eu lieu Jeudi le 23 avril 2026. Frédéric Gahungu, président de l'Ordre des Professionnels Comptables au Burundi (OPC) a fait savoir qu'un tel rassemblement de talents et d'expertise est une preuve irréfutable de la vitalité de la profession comptable dans la Communauté de l'Afrique de l'Est et du niveau très satisfaisant de l'esprit de confraternité de cette profession.

Il s'est réjoui de la présence du président de l'IFAC lui-même, des présidents des commissions de normalisation comme l'éducation, l'éthique et la comptabilité publique, la future présidente et actuelle présidente de la Panafrican Federation of Accountants (PAFA), des présidentes et présidents de l'Ordre de l'Afrique de l'Est et d'autres délégations étrangères en provenance du Burkina Faso, de la Mozambique, de la RDC, de Somalie, du Sud-Soudan, de l'Afrique du Sud et du Cameroun.

Gahungu a précisé qu'autour de 1000 participants ont pu s'inscrire et participer à ce cinquième congrès. L'OPC du Burundi a adressé ses remerciements aux confrères de la communauté de l'Afrique de l'Est qui ont placé leur confiance en lui en lui confiant la grande responsabilité d'organiser ce congrès. Il a fait remarquer que le Burundi accueille le cinquième congrès régional du comptable au moment où il assure la présidence de l'Union africaine.

Gahungu se réjouit alors que cela constitue un signal fort de l'engagement du Burundi au niveau régional et au niveau africain.

OPC au Burundi depuis 2001

Le Burundi s'est doté d'un Ordre des Professionnels Comptables en 2001. Depuis lors, il s'est lancé dans la dynamique d'adapter son système comptable national aux normes internationales généralement admises. Selon Gahungu, ces normes sont comme la Bible de la comptabilité.

En 2004, l'OPC du Burundi a adhéré à la Fédération Internationale des Experts Comptables francophones (FIDEF). Depuis 2011, il est membre fondateur de la Panafrican Federation of Accountants (PAFA). Au cours de la même année, il a également adhéré à l'East African Institute of Accountants.

Et en 2024, l'OPC du Burundi a atteint l'avant dernière étape du plus haut sommet en adhérant à

la Fédération Internationale des Experts Comptables (IFAC) comme membre associé et espère qu'au cours de l'année en cours, il sera admis comme membre effectif de cette prestigieuse institution.

Les professionnels comptables prêts à servir les communautés

Au moment où le monde vit pour le moment une époque caractérisée par des changements tels que la transition numérique, l'automatisation et les nouvelles exigences en matière de durabilité, Gahungu promet de s'adapter pour servir les communautés.

Il a fait savoir que les professionnels comptables sont devenus des conseillers stratégiques, des copilotes de la croissance et des garants de la confiance économique. Evaluant dans un environnement économique complexe, parfois opaque, où la vitesse prime souvent sur la réflexion, il laisse entendre que le professionnel comptable doit se positionner comme un phare. La question de bilan ou de tableau de bord ne suffit pas, renchérit-il. Il y a également la question de signature qui engage la responsabilité et un regard qui garantit la vérité.

Les enjeux environnementaux et sociaux concernés

Selon lui, la notion de durabilité

qui est au centre des échanges cette année implique l'intégration des enjeux environnementaux et sociaux dans les missions traditionnelles de production et de contrôle de l'information financière. Elle transforme le rôle de l'expert comptable, passant du simple reporting financier à la certification d'informations extra-financières qui garantissent la pérennité et la transparence de l'entreprise.

Gahungu indique que la performance financière à elle seule ne suffit pas pour évaluer la santé d'une entreprise. Les investisseurs, les banques et les clients exigent désormais une transparence totale sur les risques climatiques et sociaux. Et d'affirmer que la profession comptable par sa maîtrise de la collecte et de la vérification des données est naturellement bien positionnée pour gagner la confiance de cette nouvelle économie.

A la découverte de ce qu'on demande aux professionnels comptables ?

Il demande aux professionnels comptables d'être des précurseurs de cette économie responsable et faire de la durabilité leur nouvelle signature. Il a précisé que les professionnels promettent de renforcer leur confiance dans les marchés financiers et de soutenir le développement de leur profession



Jean Bouquot, président de l'IFAC : « les experts comptables sont des acteurs de confiance auprès de millions de petites et moyennes entreprises qui constituent l'épine dorsale de l'économie locale, régionale et mondiale »

investisseurs, les régulateurs, les salariés, les consommateurs ou les citoyens.

La profession comptable est également un pilier de l'intégration régionale. Bouquot laisse entendre que les pays qui renforcent leur profession comptable investissent dans la crédibilité de leurs institutions économiques et plus largement dans la confiance des citoyens envers les institutions. Il est alors essentiel de mériter cette réputation d'acteur de confiance pour l'éternité qui nécessite énormément de temps pour la bâtir mais peu de temps pour la perdre.

La profession comptable en Afrique de l'Est et dans l'ensemble de l'Afrique est une force puissante. Elle accomplit des choses remarquables pour la croissance économique et l'intégration régionale. Elle renforce la confiance du public comme nul autre ne peut le faire.

Il encourage les professionnels comptables et ses partenaires à continuer de bâtir leur profession avec fierté et enthousiasme.

Il argue que les experts comptables sont des acteurs de confiance auprès de millions de petites et moyennes entreprises qui constituent l'épine dorsale de l'économie locale, régionale, mondiale. Ils contribuent à la transparence et à la qualité des dépenses publiques qui représentent dans de nombreux pays l'un des principaux moteurs de l'activité économique. Ils jouent aussi un rôle croissant dans des domaines relativement nouveaux comme la gouvernance liée à l'intelligence artificielle.

Le gouvernement ravi des avancées enregistrées par l'OPC au Burundi

Prosper Bazombanza, Vice-Président de la République du Burundi qui a rehaussé de sa présence le lancement officiel des activités dudit Congrès se réjouit des avancées enregistrées dans la profession comptable au Burundi et dans la communauté de l'Est Africaine. Il demande aux professionnels d'user toujours de la transparence, du professionnalisme et de la vérité dans l'accomplissement de leur métier.

Il a précisé que la comptabilité revêt une importance vitale par sa valorisation du capital financier, naturel et humain afin de s'assurer qu'aucun de ces trois aspects n'est dégradé par l'activité de l'entreprise.

Signalons que le 5^{ème} Congrès des professionnels comptables de l'Afrique de l'Est constitue un cadre le plus approprié où les professionnels des finances et de la comptabilité se rencontrent pour réfléchir sur les questions du moment et y trouver des réponses. Il a ajouté qu'il est convaincu que l'ordre des professionnels comptables du Burundi est un organe fiable reconnu au Burundi en matière de régulation de la profession comptable. Il a alors réaffirmé la volonté du Gouvernement du Burundi à soutenir les initiatives de l'OPC du Burundi et de la sous-région afin de permettre aux professionnels de la comptabilité de continuer à jouer pleinement leur rôle d'acteurs incontournables dans le développement économique des pays.

au niveau de leurs pays respectifs et au niveau régional.

Jean Bouquot, président de l'IFAC qui rassemble 188 organisations membres réparties dans 143 juridictions et des millions de professionnels comptables a fait savoir que ce que fait la Fédération qu'il chapeaute repose sur trois piliers. Il s'agit de connecter et d'unir les membres à l'échelle mondiale, de promouvoir l'intégrité et la qualité et enfin de façonner l'avenir de la profession avec un engagement profond au service de l'intérêt général.

Le président de l'IFAC affirme que l'OPC du Burundi en sa qualité de membre associé fait partie de la famille IFAC depuis 2001.

Quand l'OPC Burundi se fortifie progressivement

Au fil du temps, l'OPC du Burundi est devenue une organisation remarquable, jouissant d'une solide réputation méritée dans la promotion de l'intérêt général. En organisant le 5^{ème} Congrès, ce responsable de l'IFAC a indiqué que cela démontre aussi un leadership régional.

Il a affirmé que la communauté d'Afrique de l'Est est extrêmement importante pour l'IFAC. « Nous sommes actifs dans la région, par exemple avec l'organisation de la réunion IFAC Connect l'année dernière à Nairobi. Avec notre engagement régulier auprès de nos membres et de la PAFA et à travers les initiatives de renforcement des capacités, nous voyons cette communauté professionnelle accomplir de grandes choses », martèle Bouquot.

Quid du rôle de la profession comptable à l'EAC ?

Selon toujours lui, la profession comptable en Afrique de l'Est assume pleinement son rôle de pilier de la croissance économique et de la stabilité des marchés financiers. Elle apporte une valeur essentielle sous la formation d'une information de qualité.

Les décideurs au sein des entreprises ont besoin des informations financières et non financières fiables pour pouvoir s'orienter vers une croissance durable et résiliente. C'est de même pour les

Femmes des Grands Lacs : des artisanes discrètes, mais indispensables pour la paix

Dans la région des Grands Lacs africains où les conflits armés et les crises politiques continuent d'alimenter l'insécurité depuis plusieurs décennies, les femmes jouent un rôle de plus en plus visible dans les efforts de paix. Pourtant, leur contribution reste souvent peu reconnue dans les processus officiels de négociation. Du Burundi à la République Démocratique du Congo, elles interviennent dans la médiation communautaire, la prévention des conflits, le soutien psychosocial ou encore les initiatives économiques destinées à renforcer la cohésion sociale.



Malgré les défis, les femmes des Grands Lacs continuent à porter un message d'espoir et de résilience.

Cette implication s'inscrit dans l'esprit de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptée en 2000 » souligne Jeanne Irakoze, membre de l'association Femmes Unies pour la Paix dans la Région des Grands Lacs (FUP-GL). Ce texte historique reconnaît le rôle central des femmes dans les processus de paix et appelle à leur participation active dans les négociations, les mécanismes de prévention des conflits et les instances décisionnelles. « La résolution promeut l'égalité comme condition d'une paix durable. En somme, elle affirme qu'une paix durable et inclusive est impossible sans les femmes », explique Jeanne.

Cette vision est également portée par Mululu Kisonia Rachel, point focal de la Synergie des Femmes pour la Paix et la Sécurité (Synergie-FPS) au Nord-Kivu en RDC. Malgré les nombreux obstacles, cette congolaise du 3e âge se réjouit de voir les femmes continuer à s'engager activement dans la recherche d'une paix durable. « Ma joie est que les femmes continuent à s'impliquer dans la lutte, dans la recherche de la paix sans violence, dans la prévention des conflits », affirme-t-elle.

Dans ces pays des Grands Lacs, les femmes interviennent souvent loin des projecteurs politiques, mais au plus près des réalités quotidiennes. Au Burundi comme en RDC, elles jouent un rôle essentiel dans les mécanismes d'alerte précoce, la médiation communautaire et la prévention des violences.

Selon Jeanne Irakoze, les femmes burundaises utilisent leur présence dans les marchés, les associations ou les réseaux sociaux pour identifier les signes avant-coureurs des tensions et transmettre rapidement les informations aux acteurs concernés. Cette proximité avec les communautés leur permet d'intervenir avant que les conflits ne dégèrent. « Elles parviennent ainsi à étouffer les étincelles de conflit avant qu'elles ne s'embrasent », souligne-t-elle.

De l'autre côté de la frontière, les femmes congolaises multiplient également les initiatives de dialogue et de sensibilisation au vivre-ensemble. Rachel Mululu sait que les actions locales sont indispensables pour restaurer la confiance entre les populations affectées par les violences. Elle qui vit dans Goma, une zone encore en conflit. Les organisations féminines, les associations communautaires et même les confessions religieuses participent activement à ces efforts de paix. Des rencontres communautaires aux campagnes de sensibilisation contre les violences, les femmes demeurent présentes à tous les niveaux, souligne Rachel.

Comme disait l'activiste congolaise Julienne Lusenge, lauréate du Prix des droits de l'homme de l'ONU 2023 : « Les femmes congolaises ne sont plus des victimes, mais des actrices du changement » !

L'autonomisation économique comme facteur de stabilité

Au-delà de la médiation, les femmes des Grands Lacs contribuent aussi à la stabilité sociale à travers des initiatives économiques et communautaires.

Au Burundi, les femmes estiment que leur rôle économique permet de réduire les causes profondes de l'instabilité politique, notamment la pauvreté et l'exclusion sociale. En renforçant la résilience financière des ménages, elles participent à la prévention des tensions. « Cette approche multidimensionnelle fait d'elles des architectes de la couche sociale post-crise », affirme-t-elles.

En RDC, encore en conflit, les femmes évoquent plusieurs projets communautaires initiés par

elles : apprentissage des métiers, agriculture collective, associations villageoises d'épargne et de crédit ou encore activités génératrices de revenus. Ces initiatives favorisent la solidarité entre des communautés parfois divisées par des conflits. Dans certaines localités, des femmes de différents groupes travaillent ensemble dans des projets agricoles où chacun bénéficie des mêmes opportunités sans discrimination. « Les femmes organisent même des activités d'agriculture là où tout le monde travaille et bénéficie de la même façon du fruit de son labour », précise-t-elles.

Les conflits armés ont laissé de profondes blessures psychologiques dans la région des Grands Lacs. Là encore, les femmes jouent un rôle majeur dans la reconstruction sociale. Au Nord-Kivu, plusieurs organisations féminines mettent en place des activités de détraumatisation et de soutien psychosocial destinées aux victimes des violences. « Ce sont des femmes qui sont entrain de s'impliquer dans la thérapie mentale », explique Rachel Mululu. Ces initiatives visent non seulement à accompagner les

victimes, mais aussi à reconstruire les liens sociaux brisés par des années de guerre.

Malgré leur engagement sur le terrain, les femmes restent encore largement sous-représentées dans les processus officiels de paix.

« Dans plusieurs tables de négociation, il y a toujours plus de 90 % d'hommes », regrette Rachel Mululu.

Jeanne Irakoze partage le même constat. Selon elle, les normes socioculturelles continuent à associer les fonctions de leadership et de décision aux hommes, limitant ainsi la légitimité des femmes dans les espaces de négociation.

Au Burundi, bien que la Constitution de 2018 impose un quota minimum de 30 % de femmes dans les postes électifs et de nomination, les femmes demeurent peu présentes dans les postes exécutifs stratégiques.

« Même lorsque des cadres juridiques existent, leur mise en œuvre reste parfois incomplète », déplore-t-elle.

A ces barrières s'ajoutent les difficultés économiques, le manque d'accès aux formations en médiation ou en négociation, ainsi que les responsabilités domestiques qui pèsent encore majoritairement sur les femmes.

L'insécurité constitue également un frein important. Dans plusieurs zones fragiles, les femmes engagées dans la vie publique sont exposées à des menaces, des intimidations et parfois à des violences basées sur le genre.

Une paix durable ne peut pas se construire sans les femmes

Pour relever ces défis, l'Action pour le Développement et l'Intégration Régionale (ADIR), une plateforme membre du Réseau des Plateformes des ONG d'Afrique Centrale (REPOGAC), mise sur l'éducation des filles et l'autonomisation économique des femmes. Pour Emile Nduwimana, secrétaire exécutif de cette plateforme, ces leviers constituent des stratégies essentielles pour la prévention des conflits. « L'éducation renforce les capacités des femmes à participer activement à la vie publique, à défendre leurs droits et à promouvoir des valeurs de tolérance et de coexistence pacifique », explique-t-il. Par ailleurs, l'autonomisation économique réduit leur vulnérabilité, renforce leur pouvoir de décision au sein des ménages et des communautés et limite les facteurs de tension liés à la pauvreté et aux inégalités. Ensemble, ces éléments contribuent à bâtir des sociétés plus résilientes et plus équitables.

Pour renforcer leur impact, Nduwimana estime que les femmes leaders ont besoin d'un accès accru à des formations en leadership transformationnel, en médiation et négociation ainsi qu'en analyse et gestion des conflits. Des outils pratiques tels que les mécanismes d'alerte précoce, les plateformes de dialogue multi-acteurs et les technologies de communication sont également essentiels. Par ailleurs, le renforcement des réseaux de femmes, le mentorat ainsi que l'accès à des financements dédiés sont indispensables pour soutenir leurs initiatives et accroître leur influence aux différents niveaux de gouvernance.

Malgré ces défis, les femmes des Grands Lacs continuent à porter un message d'espoir et de résilience. « La femme ne peut pas baisser les bras. La femme donne la vie. La femme est éducatrice. La femme aime la paix et le développement », insiste Rachel Mululu.

A travers leurs actions quotidiennes, ces femmes démontrent que la paix ne se construit pas uniquement dans les accords politiques ou les grandes conférences internationales. Elle se bâtit aussi dans les villages, les quartiers, les associations et les familles grâce aux femmes qui œuvrent chaque jour pour le dialogue, la solidarité et la réconciliation.

Dans une région encore marquée par les violences, leur implication apparaît plus que jamais indispensable pour bâtir une paix inclusive et durable.

Innocent Buchu (Kinshasa) et Florence Inyabuntu (Bujumbura)



Au-delà de la médiation, les femmes des Grands Lacs contribuent aussi à la stabilité sociale à travers des initiatives économiques et communautaires.

Un atelier régional à Bujumbura pour accélérer l'accès à l'énergie solaire et aux foyers de cuissons économes propres

Les acteurs du projet Soleil Nyakiriza, les institutions de microfinance, entreprises du secteur privé bénéficiaires du FESEC, plusieurs associations féminines et ceux de Batwa ont échangé sur les stratégies visant à élargir l'accès à l'énergie solaire et aux foyers de cuisson modernes. L'atelier organisé par le RCBIF a mis l'accent sur les difficultés rencontrées par les ménages ruraux pour acquérir ces équipements, malgré les avancées déjà enregistrées dans le cadre du projet. Les participants ont notamment plaidé pour des mécanismes de financement plus souples afin de permettre aux populations, y compris les Batwa, d'accéder progressivement à des solutions énergétiques durables et respectueuses de l'environnement.



Selon Samuel Macumi (à droite), coordinateur national du projet Soleil Nyakiriza, ce programme poursuit des objectifs ambitieux à l'horizon 2030. Il vise notamment à permettre à 60 % des ménages burundais d'accéder à l'électricité produite à partir de l'énergie solaire. Par ailleurs, 40 % des ménages devraient adopter des foyers de cuisson modernes ou d'autres solutions de cuisson durables et respectueuses de l'environnement.

Le Réseau des Confessions Religieuses pour la Promotion de la Santé et le Bien-être Intégral de la Famille, RCBIF/urunani NDEMESHABUZIMA, en collaboration avec l'unité de coordination du projet Soleil Nyakiriza, a organisé le 12 mai 2026 à Bujumbura un atelier régional consacré à la promotion de l'énergie solaire et des solutions modernes de cuisson. Cette rencontre a réuni des représentants des groupements féminins, des associations des Batwa, des institutions de microfinance (IMF), des autorités administratives ainsi que des entreprises privées soutenues par le Fonds d'Énergie Solaire et de Cuisson (FESEC).

A travers cette activité, les organisateurs entendaient renforcer les capacités des bénéficiaires, améliorer les mécanismes de collaboration entre les différents partenaires et faciliter l'accès des ménages aux kits solaires ainsi qu'aux équipements de cuisson économe et propre. L'initiative s'inscrit dans la politique nationale visant à promouvoir les énergies renouvelables et à réduire progressivement la dépendance au bois de chauffage, encore largement utilisé dans les ménages burundais.

Un projet orienté vers l'accès à l'énergie durable

Prenant la parole lors de cet atelier, le coordinateur national du projet Soleil Nyakiriza, Samuel Macumi, a expliqué que cette rencontre régionale avait été organisée afin de permettre aux partenaires déjà impliqués dans le programme de mieux comprendre leur rôle dans la diffusion des équipements solaires et des foyers de cuisson modernes. Selon lui, le projet Soleil Nyakiriza poursuit des objectifs ambitieux à l'horizon 2030. Il prévoit notamment que 60 % des ménages burundais aient accès à l'électricité produite à partir de l'énergie solaire, tandis que 40 % utiliseront des foyers de cuisson modernes ou grâce à d'autres solutions de cuisson durables et respectueuses de l'environnement.

Le coordinateur national a rappelé que le programme s'articule autour de deux grands volets. Le premier concerne l'installation de systèmes de cuisson économe et propre ainsi que l'électrification solaire des écoles, des centres de santé et des hôpitaux communaux. Le second volet vise à rapprocher les kits solaires et les équipements

de cuisson moderne des ménages, notamment en milieu rural.

Concernant le premier volet, Samuel Macumi a indiqué que des progrès importants ont déjà été réalisés. Sur les 400 écoles prévues dans le cadre du projet, 374 ont déjà été équipées de systèmes de cuisson économes et propres. En parallèle, 34 écoles bénéficient déjà de l'électricité issue de l'énergie solaire, tandis que les autres établissements seront progressivement équipés.

Dans le secteur de la santé, le projet affiche également des résultats avancés. Selon les chiffres communiqués lors de l'atelier, 361 centres de santé et hôpitaux communaux sur les 400 ciblés disposent déjà d'installations solaires destinées à améliorer les conditions de travail du personnel soignant et la qualité des services offerts à la population.

Le deuxième volet, centré sur les ménages, montre lui aussi une évolution importante. Plus de 110 000 ménages ont déjà reçu des équipements liés à la cuisson économe et propre, alors que le projet avait initialement prévu d'atteindre 65 000 ménages. Pour les kits solaires, 36 911 ménages ont déjà été équipés sur les 65 000 ciblés.

Les défis de l'accès à l'énergie en milieu rural

Malgré ces avancées, les responsables du projet reconnaissent que plusieurs

défis persistent, particulièrement dans les zones rurales éloignées. M. Macumi a souligné que les habitants vivant loin des centres urbains ou des lignes électriques classiques ne bénéficient pas encore suffisamment des équipements proposés par le projet. Il a expliqué que les difficultés de déplacement constituent l'un des principaux obstacles. Dans de nombreuses provinces, les kits solaires et les foyers améliorés restent surtout accessibles dans les chefs-lieux provinciaux et communaux. Ce qui limite leur diffusion dans les collines les plus reculées.

Le manque de moyens financiers représente également une difficulté majeure pour les ménages ruraux. Même lorsque les populations manifestent un intérêt pour les équipements solaires ou les foyers modernes, le coût d'acquisition reste souvent élevé pour des familles disposant de revenus modestes. Face à cette situation, les organisateurs de l'atelier estiment que le partenariat avec les institutions de microfinance peut constituer une solution concrète pour faciliter l'accès à ces technologies. L'objectif est de permettre aux ménages de payer progressivement les équipements, grâce à des mécanismes de crédit adaptés aux réalités économiques locales.

C'est dans cette perspective que des ateliers régionaux similaires sont organisés dans d'autres provinces du pays. Ces rencontres permettront aux différentes parties prenantes :



Les échanges entre les participants ont également mis en lumière le rôle déterminant des institutions de microfinance dans la réussite du projet. Plusieurs bénéficiaires ont d'ailleurs témoigné des avantages qu'ils retirent de cette collaboration.

domestiques.

Les représentants des entreprises partenaires ont également présenté leur mode de fonctionnement. L'un d'eux a expliqué que les entreprises collaborent directement avec les institutions de microfinance afin de faciliter l'octroi de crédits aux bénéficiaires intéressés par les produits solaires et les foyers améliorés. Dans certains cas, des techniciens sont intégrés au sein même des IMF afin d'accompagner les clients. Ces techniciens assurent des séances d'information sur l'utilisation des équipements, leur entretien ainsi que leur efficacité énergétique. Pendant ce temps, les institutions financières prennent en charge les modalités de crédit et de remboursement.

Les partenaires du projet affirment également travailler en étroite collaboration avec les autorités administratives locales dans les activités de mobilisation et de sensibilisation des populations. Avant toute campagne de promotion, les entreprises rencontrent les responsables locaux afin de coordonner les actions et d'assurer une meilleure adhésion des communautés concernées.

Vers un contrôle renforcé de la qualité des équipements

Au-delà de l'accès aux équipements, le projet Soleil Nyakiriza entend aussi renforcer le contrôle de la qualité des produits introduits sur le marché burundais. Dans cette optique, un laboratoire de tests d'efficacité énergétique de foyers améliorés a déjà été mis en place à l'Université du Burundi. Cette infrastructure permettra d'évaluer les performances des équipements de cuisson moderne afin de garantir leur conformité aux normes de qualité et leur efficacité énergétique.

Par ailleurs, les responsables du projet ont annoncé qu'à l'avenir, les kits solaires ne pourront plus être commercialisés au Burundi sans avoir été contrôlés par le Bureau Burundais de Normalisation et Contrôle de la Qualité (BBN). Cette mesure vise à protéger les consommateurs contre les équipements de mauvaise qualité et à assurer une meilleure durabilité des installations.

Les participants à l'atelier considèrent que ces initiatives constituent une étape importante dans la transition énergétique du pays. En améliorant l'accès à l'énergie solaire et aux solutions de cuisson durable, les autorités et leurs partenaires espèrent réduire la pression sur les ressources forestières, améliorer les conditions de vie des ménages et favoriser le développement économique local.

A travers les différents témoignages recueillis lors de cette rencontre régionale, il apparaît que les populations manifestent un intérêt croissant pour les technologies énergétiques modernes. Toutefois, les acteurs impliqués reconnaissent que des efforts supplémentaires restent nécessaires pour garantir un accès équitable aux équipements, particulièrement dans les régions rurales les plus éloignées. L'atelier de Bujumbura a ainsi permis de mettre en lumière les progrès déjà réalisés par le projet Soleil Nyakiriza, mais aussi les défis qui demeurent pour atteindre les objectifs fixés à l'horizon 2030.

administrations locales, entreprises privées, IMF, associations féminines, organisations des Batwa et coopératives... d'échanger sur les stratégies à mettre en place pour élargir l'accès aux équipements énergétiques modernes.

Les promoteurs du projet espèrent ainsi renforcer la participation de chaque acteur dans l'atteinte des objectifs nationaux liés à l'accès à l'énergie propre. Ils soulignent également que cette transition énergétique devrait contribuer à la protection de l'environnement et à l'amélioration de la santé publique, notamment grâce à la réduction de la fumée produite par les foyers traditionnels.

Le rôle des femmes et des institutions de microfinance

Lors de l'atelier, le secrétaire exécutif du RCBIF, André Bizoza, a insisté sur l'importance de soutenir les femmes dans l'accès aux équipements énergétiques modernes. Selon lui, cette initiative vise non seulement à protéger l'environnement, mais également à offrir aux femmes des outils leur permettant de développer des activités génératrices de revenus dans de meilleures conditions de travail. L'utilisation des kits solaires peut notamment favoriser le développement de petits commerces, d'activités artisanales ou de services nécessitant l'électricité.

Les échanges entre les participants ont également mis en évidence le rôle déterminant des institutions de microfinance dans la réussite du projet. Plusieurs bénéficiaires ont témoigné des avantages qu'ils tirent de cette collaboration. Une femme membre d'un groupement bénéficiaire a expliqué que les crédits proposés par les IMF leur ont permis d'acquérir des équipements sans devoir mobiliser immédiatement toutes leurs ressources financières. Selon son témoignage, les ménages peuvent ainsi utiliser une partie de leurs revenus pour d'autres besoins liés au développement familial, tout en remboursant progressivement les équipements énergétiques. Elle estime que ce système contribue à réduire la pauvreté au sein des familles, en particulier chez les femmes qui portent souvent une grande partie des charges



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR
DES CADEAUX CUSTOMISÉS
DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS,
HOPE DESIGN VOUS PROPOSE
DES GOURDES PERSONNALISÉES

